



GETTY IMAGES

L'État de censure imminent de Trudeau

Le projet de loi C-11 autorisera la censure de l'Internet canadien par des bureaucrates non élus.

- Abraham Blondeau
- [10/01/2023](#)

Le paysage de l'Internet au Canada est sur le point d'être fondamentalement modifié. Recevant peu d'attention de la part des médias populaires, le projet de loi C-11 a été adopté par la Chambre des communes en juin et sera bientôt adopté par le Sénat et attendra la Sanction royale. Ce projet de loi ouvrira toutes grandes les portes à des bureaucrates non élus, nommés par le gouvernement du Premier ministre canadien Justin Trudeau, pour censurer et réglementer tout ce qui se trouve sur Internet.

Cela aura un impact sur les vidéos disponibles sur YouTube, les messages sur les réseaux sociaux, la façon dont vous accédez aux nouvelles et aux informations canadiennes, et pourrait même affecter le site Web que vous êtes en train de lire. La censure généralisée d'Internet imposée par le gouvernement libéral aura un impact énorme sur la vie des Canadiens. Cette tendance à la censure d'Internet dans nos nations occidentales correspond à ce que la Bible annonce pour les derniers jours.

Le projet de loi C-11 s'appelle la Loi sur la diffusion continue en ligne. En bref, le projet de loi est une liste d'amendements qui étendront l'autorité réglementaire du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) des téléphones, de la radio et de la télévision à l'Internet. Le CRTC est composé de neuf commissaires qui sont nommés après avoir été sélectionnés par le premier ministre. À l'heure actuelle, le CRTC dispose d'un large mandat d'autorité réglementaire, y compris la fixation des tarifs des factures d'Internet et de téléphonie cellulaire, l'octroi de licences de radiodiffusion, l'application d'une certaine quantité de contenu canadien aux radiodiffuseurs et une grande discrétion dans la détermination de ce qui est vu et entendu sur ces médias. Son pouvoir s'est manifesté en 2021 lorsque, sur proposition du premier ministre Trudeau, le CRTC a unilatéralement révoqué la licence de diffusion de la chaîne russe *RT* et l'a rayée de la télévision et de la radio canadiennes.

PT_FR

Accorder à ces bureaucrates non élus un pouvoir sur Internet est problématique pour deux raisons. Premièrement, le langage du projet de loi C-11 est si flou et si peu spécifique qu'il laisse la porte grande ouverte à des abus généralisés et ne donne pratiquement aucune protection de la liberté d'expression. Deuxièmement, le gouvernement de gauche radicale de Trudeau a l'habitude d'abuser du pouvoir et des institutions bureaucratiques. Son gouvernement s'est donné pour mission spéciale de contrôler l'Internet. Le projet de loi C-11 est l'occasion de légiférer un contrôle gouvernemental permanent sur Internet.

Michael Geist, un expert canadien des médias et de la technologie, tire la sonnette d'alarme à propos du C-11. Il a écrit : « Le champ d'application potentiel de la réglementation est pratiquement illimité, puisque tout service audiovisuel, où qu'il soit, ayant des abonnés ou des utilisateurs canadiens est visé par les règles. Le projet de loi C-11 maintient la même approche, sans seuils ni directives spécifiques. En d'autres termes, tout le monde de l'audiovisuel est concerné et il appartiendra au CRTC de décider d'exempter certains services de la réglementation. » Une fois le C-11 adopté, tout le contenu sur Internet au Canada sera à la merci de la discrétion du CRTC. C'est un modus operandi courant pour les législateurs radicaux : rendre la loi aussi vague que possible pour qu'une fois adoptée, la bureaucratie exécutive ait toute latitude pour interpréter les règlements.

« C-11 est une idée mauvaise et dangereuse », écrit Fin DePencier au *C2C Journal*. « En déclarant que chaque élément de contenu audiovisuel généré par les utilisateurs—ce qui engloberait les messages publiés sur Instagram ou les vidéos sur YouTube de particuliers, même par des enfants—est une forme de diffusion soumise à la réglementation du CRTC, l'état obtiendra le pouvoir de censurer ou de supprimer ce contenu. » Malgré ces implications, le C-11 est présenté par le gouvernement de Trudeau et les médias grand public comme un moyen bénin de protéger la démocratie et la liberté d'expression contre la désinformation en ligne. DePencier poursuit :

Le C-11 pourrait créer le cadre réglementaire le plus autoritaire de toutes les démocraties du monde. Il constitue donc une grave menace pour la liberté d'expression au Canada. Presque aussi répréhensibles que les implications de la législation elle-même sont les méandres du langage peu clair ou auto-contradictoire du projet de loi et le manque évident de sincérité et la mauvaise orientation de la promotion publique du C-11 par le gouvernement. En bref, les libéraux tentent une prise de pouvoir colossale tout en prétendant le contraire.

Lors d'une réunion du comité, le président du CRTC Ian Scott, a admis que la portée actuelle du projet de loi leur donnerait le pouvoir de réglementer l'Internet, mais il a déclaré : *Faites-nous confiance, nous n'utiliserons pas ce pouvoir*. DePencier poursuit :

Dans une interview accordée au *C2C Journal*, l'ancien vice-président du CRTC, Peter Menzies, a prédit un avenir sombre dans lequel la discussion en ligne ne sera plus un droit mais un privilège. « Si vous produisez du contenu audiovisuel, vous devrez obtenir une licence et être enregistré, et si vous n'êtes pas conforme, le CRTC pourra ordonner à un fournisseur de services Internet de vous bloquer », a déclaré M. Menzies, qui a également été éditeur du *Calgary Herald*. Le CRTC pourrait alors créer une liste de directives que les Canadiens devraient suivre. Mais en fin de compte, l'organisme de réglementation pourrait censurer tout ce qui lui plaît, et pas seulement les mots tabous.

Si vous êtes un Canadien, voulez-vous que neuf fonctionnaires non élus, sélectionnés par Trudeau, décident de ce que vous pouvez ou ne pouvez pas lire ou regarder sur Internet ?

Les gouvernements de la gauche radicale du monde entier s'efforcent de créer des dispositifs de censure dystopiques sur Internet. Le 27 avril, Joe Biden a créé une Commission de gérance de la désinformation au sein du département de la Sécurité intérieure. Ce groupe bureaucratique travaillerait avec les *Big Tech* pour censurer la désinformation sur Internet. Il n'a duré que trois semaines après avoir été démasqué comme étant un « Ministère de la vérité ». Si le C-11 est adopté par le Sénat, Trudeau aura un Ministère de la vérité permanent et légal au Canada.

Outre l'adoption de lois, Trudeau a investi des millions de dollars dans le financement de programmes gouvernementaux destinés à « éduquer » les Canadiens et à les rendre plus résistants à la désinformation. Une partie de ces fonds est destinée à des universitaires qui analysent les réseaux sociaux à la recherche de fausses informations et de désinformation. L'un de ces documents de recherche de l'Université de Calgary qualifie de désinformation tout ce qui « encourage une méfiance spécifique à l'égard du gouvernement libéral du Canada, et en particulier du premier ministre Trudeau ». Ces projets de recherche financés par le gouvernement désignent *Fox News* comme l'un des principaux diffuseurs de fausses informations, et un ancien député libéral a même demandé que *Fox News* soit interdit au Canada comme l'a été *RT*. Après toutes ces initiatives, Trudeau a annoncé le 23 août la création d'une équipe spéciale de désinformation : « Nous devons continuer à lutter contre la désinformation russe. C'est pourquoi le Canada va créer une équipe spécialisée pour aider à accroître notre capacité à surveiller et à détecter la désinformation russe et d'autres désinformations parrainées par l'état. »

Le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, décrit dans son livre [L'Amérique sous attaque](#) comment la gauche radicale aux États-Unis a travaillé avec les *Big Tech* pour censurer l'Internet. Comme l'explique M. Flurry, tout cela fait partie d'une attaque prophétique visant à détruire les États-Unis et le Commonwealth britannique (2 Rois 14 : 27). Cette attaque est organisée par des infiltrés communistes qui ont pris le contrôle de nos gouvernements et de nos institutions clés.

Justin Trudeau et les communistes de la gauche radicale sont sur le point de remporter une grande victoire au Canada. Mais cette prise de contrôle totalitaire de l'Internet par les communistes se fera par le biais d'un processus démocratique, avec l'aide et l'encouragement des médias dominés par les communistes. Le projet de loi C-11 est en sa deuxième lecture au Sénat, et le Sénat a approuvé tous les projets de loi du Cabinet au cours des 25 dernières années.

La Bible prévient que juste avant le retour de Jésus-Christ, il y aura une censure spirituelle. « Voici, les jours viennent, dit le Seigneur, l'Éternel, où j'enverrai la famine dans le pays, non pas la disette du pain et la soif de l'eau, mais la faim et la soif d'entendre les paroles de l'Éternel » (Amos 8 : 11). Que signifie cette famine d'entendre la Parole de Dieu ? Dans le numéro d'octobre 2022 de la *Trompette*, nous avons écrit dans « [Recevez ce message tant que vous le pouvez](#) » :

Il est 7 heures du matin, le dimanche, et vous allumez la télévision. Mais au lieu de cette introduction familière, c'est un programme différent qui passe. Vous prenez votre *Trompette* sur une table et vous trouvez un numéro de téléphone sur la couverture arrière afin d'appeler dans le but de découvrir sur quelle chaîne et à quelle heure *a Clef de David* passe désormais. Mais au lieu d'une voix amicale, vous entendez un signal occupé.

Ce problème retient maintenant votre attention. Vous ouvrez votre ordinateur portable et tapez [laTrompette.fr](#). Erreur 404. Vous tapez [pcg.church](#). Erreur 404. Vous vérifiez votre boîte de réception. Elle se charge, mais vous devez faire défiler un peu vers le bas pour arriver aux derniers courriels de la *Trompette* en bref ou du *PCG Signposts*.

Un sentiment d'affaissement s'installe. Non. Il doit y avoir une solution ! Ça doit bien être quelque part. Ça doit l'être—n'est-ce pas ? C'était là tout ce temps. Il doit y avoir un moyen d'y accéder.

C'est la famine de la parole.

Quand cette famine va-t-elle frapper ? Et pourquoi ? Les prophéties bibliques que la *Trompette* a soulignées depuis des décennies fournissent la réponse.

Un jour, ce site Web, la littérature et ce message ne seront plus disponibles. Le projet de loi C-11 rapproche cette vérité inconfortable de son accomplissement au Canada. La censure arrive sur Internet, et d'une manière ou d'une autre, il y aura une famine de la vérité de Dieu. Profitez-en maintenant pendant qu'elle est encore disponible pour agir sur la vérité salvatrice de la Parole de Dieu.

Pour en savoir plus sur la réalisation de cette prophétie, nous vous invitons à lire [L'Amérique sous attaque](#) et « [Recevez ce message tant que vous le pouvez](#) ».